












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance des moyens d'extinction pour le compte du Groupement
Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan**

GHT Saône-et-Loire - Bresse - Morvan
4 RUE CAPITAINE DRILLIEN
71100 CHALON-SUR-SAONE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Maintenance des moyens d'extinction pour le compte du Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	12 mois, reconductibles 3 fois 12 mois
	Prix	Prix unitaires et forfaitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

I - Dispositions générales du contrat.....	4
I.1 - Objet du contrat.....	4
I.2 - Décomposition du contrat.....	4
I.3 - Type d'accord-cadre.....	4
I.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
I.5 - Réalisation de prestations similaires	5
I.6 - Modification de l'accord-cadre.....	5
I.7 - Sous-traitance	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Mode de règlement	8
9.3 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.4 - Délai global de paiement	10
9.5 - Paiement des cotraitants	10
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
13 - Pénalités.....	12
13.1 - Pénalités de retard.....	12
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	12
13.3 - Autres pénalités spécifiques	13
14 - Assurances.....	13
15 - Résiliation du contrat	13
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
16 - Règlement des litiges et langues.....	14
17 - Dérogations.....	14

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la maintenance des moyens d'extinction pour le compte du Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

I.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

I.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande. Ces bons de commande sont établis par l'adhérent du groupement de commandes au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet les bons de commande au titulaire par courrier, par fax, ou par courriel.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, lorsque que le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'adhérent du groupement de commandes, dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

I.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

I.6 - Modification de l'accord-cadre

Après sa conclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier l'accord-cadre dans les conditions définies aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

I.7 - Sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire peut présenter à l'adhérent du groupement de commandes un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception à l'adhérent du groupement de commandes les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00€ TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et l'adhérent du groupement de commandes.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'adhérent du groupement de commandes notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître à l'adhérent du groupement de commandes le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties de l'accord-cadre qui sont sous-traitées.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) - bordereau des prix unitaires (BPU), dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- L'offre technique du titulaire, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi
- Les bons de commande
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis, etc.) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat de l'adhérent du groupement de commandes priment sur les conditions

générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Les éléments relatifs à la protection des données à caractère personnel sont indiqués à l'annexe I du présent CCAP.

5 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 12 mois allant du 1^{er} juin 2025, ou à sa date de notification si ultérieure, au 31 mai 2026.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, ne pourra pas dépasser 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre pourra être reconduit de façon anticipée si le montant contractuel maximum de commandes est atteint avant l'échéance contractuelle. Dans ce cas, la reconduction sera faite de manière expresse.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'adhérent du groupement de commandes dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement qui indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants éventuels.

6.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix révisibles à la hausse comme à la baisse.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » défini à l'Acte d'Engagement.

La révision des prix est annuelle ; le point de départ du délai est la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande de révision des prix, au plus tard 2 mois avant la fin de l'année de révision en cours. Toute demande de révision des prix reçue après cette date est forclose.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un nouveau bordereau des prix unitaires récapitulant les prix correspondant à l'offre de base, les anciens prix révisés (le cas échéant) et les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix sont alors fermes pour toute la durée de la période.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter de cette date.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$Pa = Po * (0,50 \times ICHTrev-TS a / ICHTrev-TS 0) + (0,20 \times I-Trans a / I-Trans 0) + (0,30 \times I-Equip a / I-Equip 0)$$

selon les dispositions suivantes :

- Pa = Prix ajusté
- Po = Prix de l'accord-cadre établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)
- ICHTrev-TS a = indice de coût horaire du travail tous salariés - toutes activités (INSEE – ICHTrev-TS, code 001565254) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
- ICHTrev-TS 0 = indice de coût horaire du travail tous salariés - toutes activités (INSEE – ICHTrev-TS, code 001565254) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)
- I-Trans a = indice de prix de vente de carburants à la pompe – gazole (INSEE – code 010539926) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
- I-Trans 0 = indice de prix de vente de carburants à la pompe – gazole (INSEE – code 010539926) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)
- I-Equip a = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – équipements de sécurité (INSEE – code 001768713) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
- I-Equip 0 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – équipements de sécurité (INSEE – code 001768713) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les demandes de révision des prix doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Nom officiel	Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey Direction des achats, de la logistique et des services économiques Cellule marchés
Adresse postale	4, Rue du Capitaine Drillien CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAONE
Code postal	71321
Pays	FRANCE

Ou en cas de recommandé électronique : cellule.marches@ch-chalon71.fr

Une fois validés par le pouvoir adjudicateur, les nouveaux prix sont alors fermes jusqu'au renouvellement de l'année suivante.

7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L. 2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Mode de règlement

L'adhérent du groupement de commandes se libère des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur (débitteur)
- Le numéro de l'accord-cadre et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date de l'intervention
- La période de facturation (le cas échéant)
- L'intitulé des prestations exécutées (le cas échéant)
- L'intitulé de l'équipement dépanné (le cas échéant)
- Le nombre d'heure d'intervention et le tarif horaire de la main d'œuvre (le cas échéant)
- L'intitulé et les quantités des fournitures remplacées (le cas échéant)
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établi une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, l'adhérent du groupement de commandes retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement de commandes.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Etablissement	SIRET
CH Chalon sur Saône - William Morey	267 100 766 00109
CH Chagny	267 100 063 00010
CH Montceau-les-Mines - Jean Bouveri	267 100 790 00018
CH Autun	267 100 014 00062
CH La Guiche	267 100 238 00018
EHPAD Les Marronniers - Toulon-sur-Arroux	267 100 451 00017
Etablissement Public de Santé Mentale du 71	267 100 444 00012
EHPAD Fougerolles d'Epinac	267 100 212 00013

Les codes CHORUS des établissements seront communiqués ultérieurement au titulaire.

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par l'adhérent du groupement de commandes d'une facture conforme.

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours pour les établissements publics de santé et de 30 jours pour les établissements publics sociaux ou médico-sociaux à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'adhérent du groupement de commandes, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, sauf mention contraire sur celui-ci.

Adresse d'exécution :

CH Chalon-sur-Saône - William Morey
4, Rue Capitaine Drillien
71100 CHALON-SUR-SAONE

Etablissement Public Santé de Mentale du 71
55, Rue Auguste Champion
71100 SEVREY

Centre Hospitalier de Chagny

16, Rue de la Boutière
71150 CHAGNY

Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines
Galuzot - BP 189
71307 MONTCEAU-LES-MINES Cedex

Centre Hospitalier d'Autun
7bis, Rue de Parpas
71400 AUTUN

Centre Hospitalier de La Guiche
Le Rompoix
71220 LA GUICHE

Centre Hospitalier de Toulon-sur-Arroux
Place Claude BURGAT
71320 TOULON-SUR-ARROUX

EHPAD Fougerolles d'Epinac
13, Rue Grillot
71360 EPINAC

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'adhérent du groupement de commandes prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'adhérent du groupement de commandes. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier l'adhérent du groupement de commandes, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

13 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, dès lors que le délai de réalisation des prestations est expiré, sous réserve des stipulations prévues à l'article 1.4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

13.1 - Pénalités de retard

Maintenance curative

Les pénalités de retard commencent à courir lorsque la date d'intervention indiquée sur le bon de commande est dépassée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité horaire est de 50 euros

R = le nombre d'heures ouvrées de retard

Rechargement

Les pénalités de retard commencent à courir lorsque la date d'intervention indiquée sur le bon de commande est dépassée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité journalière est de 100 euros

R = le nombre de jours ouvrés de retard

Equipement / fourniture

Les pénalités de retard commencent à courir lorsque la date de livraison indiquée sur le bon de commande est dépassée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité journalière est de 100 euros

R = le nombre de jours ouvrés de retard

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

I3.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Mauvais comportement des agents du titulaire (nuisant au bon fonctionnement, etc.)	Forfaitaire	250,00 €
Non-respect des consignes de sécurité par les agents du titulaire	Forfaitaire	100,00 €
Absence d'actualisation de la liste des produits autorisés par l'adhérent du groupement de commandes	Forfaitaire	50,00 €
Utilisation de matériel et/ou de produits non autorisés par l'adhérent du groupement de commandes	Forfaitaire	250,00 €
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité	Forfaitaire	1 000,00 €
Non-respect des conditions vestimentaires des agents ou absence de tenue ou tenue non identifiée	Forfaitaire	50,00 €
Dégradation des locaux / zones de l'adhérent du groupement par les agents du titulaire	Forfaitaire	250,00 €
Absence d'actions correctives mises en place dans les délais prescrits suivant une déclaration de non-conformité	Forfaitaire	100,00 €
Retard dans la transmission du rapport d'intervention	Journalière	50.00 €

I4 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

I5 - Résiliation du contrat

I5.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, l'adhérent du groupement de commandes se réserve le droit de les faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire.

I 5.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

I 6 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

I 7 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 6.2 du CCAP déroge aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021